



Mardi de 4D, 16 mars 2010

## S'épanouir dans les limites écologiques : y a-t-il un infini dans un monde fini ?

### Avec

Michèle Debonneuil, Inspectrice générale des finances  
 Pierre Calame, Président de la Fondation Charles Léopold Meyer pour le Progrès de l'Homme  
 Christian Comeliau, Economiste  
 Pierre Radanne, Président de l'association 4D

### Animé par

Catherine Lapierre, administratrice de 4D.

### Résumé

Nos prélèvements sur les ressources de la terre, nos émissions de gaz à effet de serre ne peuvent plus continuer à croître indéfiniment. Notre responsabilité est encore accentuée par le fait que les pays pauvres doivent pouvoir opérer leur rattrapage.

L'invention d'un nouveau paradigme économique est donc nécessaire qui permette de garantir l'épanouissement des hommes tout en maintenant dans des limites soutenables les prélèvements et les émissions dans notre planète.

Les marges de manœuvre qu'offre le « découplage » entre la production et la consommation de ressources ou l'émission de GES par le recours aux technologies vertes sont insuffisantes. C'est ce qu'affirme le rapport récent « Prosperity without Growth » de la commission du développement durable de Grande Bretagne qui a consulté un grand nombre d'experts au niveau mondial et effectué des simulations prospectives quantitatives. Nos modes de vie, l'organisation de la production et des échanges qui les sous-tendent, doivent donc changer.

Quelles promesses aux générations à venir ? S'attacher aux utilités plutôt qu'aux biens ? Trouver l'épanouissement dans l'expansion de la connaissance, de la communication et de la créativité avec les technologies de l'information ? Trouver des modes d'exercice et de rémunération du travail moins asservissants ? Rapprocher le producteur et le consommateur ? Reconnaître et entretenir les aménités de la nature ?... Des perspectives sont déjà entrevues. Les reconnaître, les mettre en cohérence pour contribuer à dessiner les modes de vie, de production et d'échanges durables, tel est l'objectif de ce débat.

Propos introductif de Catherine LAPIERRE

Le rapport *Prosperity without growth* indique l'ampleur des changements que nous devons réaliser d'ici 2050, sur la question du climat. Par exemple, pour contenir la densité des gaz à effet de serre (GES), la baisse des émissions doit être de 4,6% par an d'ici 2050.

D'un autre côté, nous savons que la population va augmenter au minimum de 0,7% par an, ce qui signifie 9 milliards d'habitants sur la planète à l'horizon 2050. La tendance d'augmentation du revenu ou PIB par individu est de 1,8% au niveau mondial ; nous savons cependant que cette augmentation ne permet pas de réduire la pauvreté dans certains pays. Le simple calcul arithmétique nous enjoint de réduire l'intensité énergétique de 6,5% par an. Donnée à comparer à la tendance observée entre 1990 et 2007 : une réduction de 0,7% par an.

Par conséquent, même avec les technologies vertes, nous n'échapperons pas à la nécessité d'une croissance lente pour les pays développés.

D'où une question : cette croissance lente se mettra-t-elle en œuvre au détriment du bien-être des populations ? Il est assez rassurant de constater, en comparant tous les pays et en mettant en perspective le PIB par habitant et l'espérance de vie, qu'il faut certes accroître le PIB par habitant dans les pays pauvres, mais que dans les pays riches, qui ont déjà atteint un certain niveau de revenu par tête, cet accroissement ne provoque pas d'augmentation de l'espérance de vie. Dans le rapport, les données sont du même type pour ce qui est de l'accès à l'éducation ou du sentiment subjectif de bonheur.

Donc, la limitation de la croissance des pays développés n'est pas très inquiétante du point de vue de leur bien-être ; le rapport souligne toutefois que les inégalités, qui s'y sont creusées constituent un handicap.

Il faudrait creuser le modèle macroéconomique de croissance mis au point par Peter VICTOR, un économiste canadien. Il montre que si les tendances spontanées se poursuivent, une croissance très lente fait exploser le chômage et la pauvreté, diminue relativement les émissions de GES, et accroît considérablement la dette publique dans la mesure où elle cherche à contrecarrer les effets négatifs du chômage et de la pauvreté.

L'économiste canadien oppose à cette perspective un modèle de croissance durable qui, dans les mêmes conditions de croissance lente de la production, peut ne pas occasionner l'augmentation du chômage et de la pauvreté, tout en faisant baisser les émissions de GES, à condition que l'investissement public se substitue à l'investissement privé. Ce qui se comprend aisément : seul le secteur public peut investir à long terme sans exiger une rentabilité rapide, et dans le cadre d'un partage du travail.

Je vous renvoie pour plus de détails à la note de lecture de votre dossier 4D, ainsi qu'à *La Revue Durable* qui a traduit quelques extraits de ce rapport (il sera bientôt publié par des éditions belges).

Michèle DEBONNEUIL, inspectrice générale des finances

Le temps que nous vivons correspond à l'épuisement d'un modèle de croissance.

Mais *de quelle croissance s'agit-il ?* De la croissance de la satisfaction des besoins des consommateurs, que l'on cherche à maintenir.

L'épuisement d'un cycle de croissance signifie que nous ne parvenons plus à satisfaire mieux les besoins des consommateurs, en moyenne. En mesurant le PIB, qui reflète cette satisfaction des besoins, on observe qu'on atteint 1%, voire 0%.

Les économistes connaissent bien ce phénomène : on parle de cycle long (qui revient tous les 100 à 150 ans). C'est par exemple la crise de 1929, entre les deux guerres mondiales ; c'est une « zone de tous les dangers », qu'il vaut mieux regarder en face pour la prendre en main, un mécanisme difficile à affronter, mais connu et répertorié.

En revanche, la crise actuelle se cumule avec une situation tout aussi difficile mais que nous n'avons jamais vécue : la concurrence des pays émergents. Pour la première fois dans l'histoire mondiale, on a transféré les savoir-faire à ces pays, à une vitesse considérable (via les NTIC), et les pays développés ne peuvent pas conserver leur suprématie face à des pays en mesure de penser et de construire de l'innovation.

Par conséquent, de façon tout à fait inédite, nous sommes en face de pays qui savent faire pratiquement les mêmes choses, mais qui ont énormément de populations pauvres et les rémunèrent vingt fois moins cher. Or, la théorie économique dit que, si on sait faire la même chose, on est rémunéré de la même façon. Nous allons donc converger vers une égalisation des rémunérations entre pays développés et émergents. C'est déjà une réalité pour les personnels très qualifiés (avocats, chefs d'entreprise, etc.) ; le processus n'a pas posé de problème car l'effectif de population à mettre à niveau était faible. C'est en cours pour les populations non qualifiées.

A ce second niveau, le problème change de nature, car les effectifs concernés sont trois à quatre fois plus importants que dans les pays développés. D'où une baisse progressive des rémunérations dans les pays développés, parallèlement à la hausse dans les pays émergents.

Ces images sont un peu caricaturales mais, malgré les propos optimistes de certains économistes, c'est le scénario que nous devons envisager.

Que faire ? Fermer les frontières ? Certainement pas. Première impasse.

D'autre part, le ciel risque de nous tomber sur la tête si nous continuons sur ce mode de développement. Faut-il arrêter la croissance ? Non. Les pays émergents ne le feront pas. Si nous arrêtons et qu'eux continuent, les conséquences vont être sombres. Deuxième impasse.

En simplifiant, nous constatons qu'il faut gérer à la fois l'épuisement d'un cycle de croissance et deux phénomènes tout à fait inédits : la concurrence des pays émergents et le risque environnemental majeur qui menace la planète.

Faut-il désespérer ? Je ne le pense pas.

Depuis une quinzaine d'années, j'essaie de réfléchir à partir d'outils économiques et de ma connaissance du terrain des entreprises et des pays émergents. Il faut réussir à comprendre la nouvelle forme de l'économie, afin de pouvoir accélérer son émergence.

### *La croissance et l'emploi*

Dans la logique des cycles économiques, pendant des décennies, la croissance est irriguée par ce qu'on appelle une technologie générique, dont les effets finissent par s'épuiser. Puis, une nouvelle technologie apparaît, et un nouveau cycle long de croissance. C'est actuellement ce vers quoi nous devrions tendre.

Dans ce cadre, par rapport aux technologies précédentes, les technologies de l'information et des télécommunications présentent la caractéristique de décupler la capacité mentale humaine, alors que les technologies précédentes avaient décuplé les capacités physiques, en substituant l'énergie des machines à celle des hommes ou des animaux.

Par conséquent, il est désormais possible de mettre à disposition (temporairement) tout ce qui satisfait nos besoins sur tous nos lieux de vie : l'information, les biens et les personnes. Les technologies antérieures ont mis à disposition de grandes quantités de biens ; c'est pourquoi nous avons en tête que le bien est premier. Le service, en tant que mise à disposition temporaire de personnes, est secondaire, il est public ou social, et non productif. Il faut d'abord produire des

biens (là réside la productivité) et on va prélever sur les gains de productivité de l'industrie de quoi payer des services de qualité (les instituteurs, les médecins, etc.). Cette vision sophistiquée a été très difficile et longue à faire comprendre et à mettre en place.

Ce raisonnement n'a plus de pertinence car la productivité a changé de nature. Ainsi, la productivité dans l'industrie ne signifie plus du tout que les machines fonctionneraient chaque année plus vite ; elle réside dans la diversité, dans l'élargissement des gammes. Face à cette nouvelle définition, les services (mise à disposition temporaire de biens, mais aussi de personnes disposant de savoirs et de savoir-faire) peuvent être productifs. Le produit de demain que le consommateur achètera, c'est cette mise à disposition temporaire. Dans ce cadre, le bien perd sa primauté et tout devient service. Les biens et les services sont de valeur équivalente puisqu'ils vont être mis à disposition en fonction de nos besoins.

J'appelle cette période le *quaternaire* : le secondaire rentre dans le tertiaire. Le bien n'est plus une consommation finale : on le met temporairement à votre disposition, quand vous en avez besoin. Ce qui permet une satisfaction beaucoup plus fine de nos besoins et par conséquent un renouveau de la croissance. Un gisement de nouveaux produits va arriver sur le marché.

L'intérêt de cette vision est qu'elle permet de lever toutes les impasses évoquées tout à l'heure. D'abord en satisfaisant mieux les besoins. D'autre part, la mise à disposition de personnes sur tous les lieux de vie crée de très nombreux emplois. Si chaque Français consomme deux heures de mise à disposition de personnes par semaine (c'est loin d'être le cas pour le moment, à l'exception des particuliers employeurs et des personnes dépendantes), cela représente l'équivalent de deux millions d'emplois créés, soit le plein emploi.

C'est évidemment ce qu'il faut faire, et ce dont nous avons besoin. Nos vrais besoins se solutionnent par ces mises à disposition temporaire sur nos lieux de vie (le téléphone ou l'Internet qui ne marche pas et qu'il faut faire dépanner...). Et cela représente un potentiel de croissance et de plein emploi.

#### *A propos des pays émergents*

Notre seule différence avec les pays pauvres, c'est d'être riches, nantis, équipés depuis 150 ans. Si nous ne sommes pas capables d'exploiter cette différence, nous allons redevenir aussi pauvres qu'eux.

Ce qui signifie qu'il faut fabriquer des produits qui, avec les mêmes savoir-faire, apportent une satisfaction supplémentaire. Par exemple, un pauvre sera content de posséder un vieux 4x4, dont il se servira une fois par an pour partir en vacances, et qu'il traînera inutilement toute l'année. Un nanti raisonnera autrement en payant pour la mise à disposition temporaire de voitures sur ses lieux de vie. Ce mécanisme nous permet de maintenir une frontière naturelle avec les pays émergents, le temps qu'ils parviennent à notre niveau.

#### *Quant au développement durable*

Reprenons le cas de la voiture. Si tous les Français changeaient leur vieille grosse automobile contre une petite voiture presque neuve, en location, les émissions de CO<sup>2</sup> seraient pratiquement réduites de moitié. De plus, vous faites avec ces véhicules moins de 50 kilomètres par jour ; ils peuvent donc être électriques. D'où une amélioration rapide de la qualité de l'air que vous n'obtiendrez jamais aussi vite avec des taxes.

La véritable façon d'atteindre le développement durable est une croissance qualitative : être *mieux* au lieu d'*avoir plus*. Il ne s'agit pas de se priver mais d'ouvrir sur une énorme possibilité de mise à disposition temporaire de biens et de personnes qui nous apportent leurs savoir-faire. Ce qui ne pollue pas et conduit à la production de biens tout différents, ce qui va relancer l'industrie, via la production de véhicules électriques fabriqués grâce à des matériaux résistants (qui ne se dégradent pas). La nouvelle économie ainsi mise en œuvre va impliquer tout naturellement l'utilisation de toutes les nouvelles technologies, à partir de ce changement radical des besoins.

J'espère avoir introduit clairement cette nouvelle idée d'économie quaternaire, à propos de laquelle j'ai écrit un livre, *L'espoir économique - Vers la révolution du quaternaire* (éd. Bourin). Je suis également, comme le dit J-Louis Borloo, la « mère des services à la personne », sachant que le quaternaire dépasse de beaucoup les services à la personne.

Ces services constituaient une sorte de marchepied pour que l'État puisse intervenir, de façon à accélérer le processus, à catalyser la coordination d'acteurs. Il y a de fait un réel besoin de constituer rapidement de nouveaux marchés. Par exemple, pour ce qui est de la nouvelle formule de location d'automobiles, il faut coordonner l'action de firmes comme Renault, la SNCF, les agences de location, des acteurs qui n'ont pas l'habitude de se rencontrer et de travailler ensemble.

Ce véritable bouleversement des secteurs économiques a évidemment besoin d'être piloté et accompagné dans le sens de la création d'emplois, sous peine de provoquer des dégâts importants, sur un laps de temps considérable. Il ne s'agit pas là de solvabiliser des « petits boulots », mais de construire de vrais marchés productifs pour lesquels des associations et des entreprises apportent des services de qualité diversifiés.

J'ai fait également un rapport d'évaluation du plan Borloo, que vous trouverez sur le site du ministère des finances, ainsi qu'un rapport pour Nathalie Kosciusko-Morizet, [L'économie quaternaire, une croissance durable à construire.](#)

### Questions

*# Je me pose un problème de fond avec les services à la personne. Je ne parle pas des services concernant les personnes en voie de dépendance, qui ont un réel besoin d'être aidées. En revanche, substituer à l'aide qui pourrait être apportée à une personne âgée par ses propres enfants une aide extérieure me gêne : cela revient à entériner et renforcer la déliquescence du noyau familial. Allons-nous tous devenir des bourgeois du VI<sup>e</sup> arrondissement, avec un petit personnel à leur service, à différents moments de la journée ? Il y a aussi une notion de perte d'autonomie : on se réalise dans le faire... J'ai vraiment un problème de fond avec votre concept.*

R – Moi aussi, et c'est précisément pour cette raison que je fais face. Que vous le vouliez ou non, nous allons vers ce concept. Soit dans le désordre, dans une version du pire, soit en essayant de le piloter, avec des gens qui auront un emploi, et ne seront pas dans la peur, dans le stress.

Je partage vos craintes, mais je pense que le développement, c'est de savoir utiliser les potentialités des nouvelles technologies pour le bien des hommes. Ce n'est pas être asservi par le marché, et crier à l'horreur ; c'est être en capacité d'anticiper ce qui va se passer pour s'organiser afin d'en faire ce que l'on veut. Mais honnêtement, franchement, je partage totalement votre angoisse.

D'ailleurs, dans mon livre, je termine là-dessus, dans un chapitre court, mais c'était pour moi le plus important et peut-être un jour écrirai-je un autre livre (mais ce n'est pas mon métier – je ne suis pas philosophe). Je suis très contente d'être économiste car cela me permet d'évacuer ce sujet.

Il faut s'appuyer sur la matière pour la dépasser. Avec cette crise, les pertes de repère sont terribles. Vous ne retournerez pas au nomadisme... On peut toujours rêver, mais on ne peut pas faire marche arrière.

Je pense qu'il sera beaucoup plus facile de renouer avec l'éthique et les solidarités dans une économie dont on aura réorienté les besoins vers le face à face avec les personnes. Ce n'est plus du tout de la domesticité puisque la personne ne vous emploie plus. On se dégage d'un certain nombre d'activités que l'on ne sait pas très bien accomplir pour s'occuper de ses parents, pour faire de la politique, pour militer, etc. Si certains ne le font pas, c'est leur problème. Plutôt que de s'affronter, il y a une voie possible dans la poursuite d'une autre forme de croissance beaucoup plus riche que celle qui consistait à tenir des cadences devant des machines. Cette croissance est une croissance de qualité, qui permet de retrouver des valeurs humaines. Face à une personne et à ses besoins, en mettant en concurrence des structures associatives et d'autres structures, dans certaines conditions auxquelles il faut réfléchir, nous allons vers une économie porteuse d'une meilleure éthique et d'une réflexion sur les valeurs auxquelles nous tenons tous.

*# Je souhaiterais contribuer à ce débat de manière positive et optimiste. Je vois le développement du monde des échanges de services de manière très positive. J'ai eu la chance d'habiter et de travailler en Inde pendant plus de cinq ans.*

J'ai vu le bénéfice d'une économie basée en partie sur le monde du service. Des familles se développent avec des chauffeurs, des jardiniers, des aides à domicile ; ces métiers sont respectés. Ce sont des gens qui gardent une forte solidarité sociale et familiale. Le concept de maison de

retraite est inconnu, pas uniquement pour des raisons financières. Le sens du bien commun et de l'environnement existe. Le développement de la marchandisation de certains services (à définir) n'est pas du tout à opposer au maintien d'une solidarité entre les gens, l'exemple indien le montre, avec un milliard d'habitants.

Quant à la création d'emplois de service que nous espérons dans les prochaines années, on entend parler de la limite du temps. La limite de la croissance des biens, c'est la matière et l'absence de sens, et la planète. Pour la croissance des services, la limite réside dans le temps dont nous disposons. Avez-vous modélisé cette limite d'une croissance en PIB non carbone, qui limiterait, dans dix ou trente ans, la capacité à échanger ?

R- Cette limite du temps est liée au fait que nous ne connaissons pas le plein emploi. Nous sommes obligés d'arrêter de travailler très tôt, alors que nous allons pouvoir travailler beaucoup plus longtemps, compte tenu de l'espérance de vie. Nous avons là un énorme réservoir. Ainsi, le 3<sup>e</sup> âge peut s'occuper du 4<sup>e</sup> ; on peut s'occuper davantage des enfants selon des formules qui ne seront pas nécessairement rémunérées, etc.

Je pense que cette frontière est très loin et qu'il faut la mettre en regard avec des formes de solidarité entre générations.

# Ces emplois d'une heure vont être tenus par des femmes qui vont passer leur temps à aller d'un endroit à un autre. Ce sont des emplois que je n'aimerais pas remplir.

D'autre part, il s'agit plutôt de faire l'équilibre, dans les tâches ménagères, entre les hommes et les femmes plutôt que de conforter les hommes qui, voyant qu'il y a une aide, laisseront les femmes travailler.

R- Mais non. Quand vous prenez les statistiques, dans le développement du ménage, il y a beaucoup d'hommes. Et ils font les choses très bien.

En revanche, je suis d'accord sur la question de l'heure par ci par là. Le problème de ce type de travail est qu'il n'est pas organisé, car pour le moment exceptionnel. Autrefois, le travail était posté, soit dans une usine qui fabriquait des biens stockés, ou dans une boutique, ou une école, ou un hôpital, avec des temps de travail et des heures d'ouverture, selon une logique où on allait quelque part pour travailler. Avec des syndicats qui, dans un contexte de plein emploi, géraient un rapport de force équilibré entre le salarié et le partage de la valeur ajoutée.

On peut et on sait repenser une organisation de travail sur les lieux de vie, par exemple, pour les services à la personne, qui risquent de générer des postes à temps partiel dans un premier temps (entre un et quatre ans). Ces gens pourraient être payés à temps plein pendant une année, et, pendant la période sans travail, ils bénéficieraient d'une formation en rapport avec leur activité professionnelle. C'est une solution qui est aujourd'hui à l'œuvre.

Évidemment que cela pose tout de même des problèmes qui ne sont pas tous résolus, puisque c'est tout nouveau. Mais il ne faut pas prendre prétexte de ces problèmes pour ne pas les résoudre. Aujourd'hui, nous sommes capables de nous organiser tout à fait différemment.

C'est un saut qualitatif complet. La mise à disposition temporaire des personnes est pour le moment en évidence. Mais ce qui va être radicalement différent, c'est la mise à disposition temporaire des biens et cela va tout changer. C'est une révolution civilisationnelle.

Christian COMELIAU, économiste

Je pars d'un point de vue complètement différent de l'exposé précédent, non pour apporter la contradiction, mais pour me servir du rapport *Prosperity without growth*, que Catherine nous a présenté, que j'ai lu et trouvé excellent.

En effet, il couvre un grand nombre de problèmes que je n'ai pas tous le temps d'aborder ici, et il les explique très bien, ce qui est assez rare. A tel point qu'un des préfaciers, un économiste, écrit : « Ce style est tellement clair qu'il doit être compréhensible, même pour les économistes. »

J'ai aussi trouvé très intéressant que le rapport ne se présente pas comme une série de recettes et de panacées, mais expose l'état des connaissances, les éléments de solution proposés et la nécessité de continuer à chercher.

C'est dans cet état d'esprit que je voudrais faire mon intervention qui s'attaque à un problème essentiel pour nous tous. J'ai été d'abord étonné par la présence du terme « *s'épanouir* » dans le titre de ce Mardi de 4D, mais je le trouve finalement excellent. Il figure dans le rapport qui, en ce sens, se démarque des approches technocratiques du développement. Après tout, *la question du développement (durable, notamment) est profondément humaine, et nous concerne au niveau des individus, des groupes sociaux et de la société globale ; c'est l'épanouissement des individus et de la société qui importe.*

Partir de la simple idée de croissance est un mauvais point de départ. Ayant dit cela, nous sommes dans une relative impuissance et nous ne savons pas bien où nous allons ; une réflexion approfondie est nécessaire et je crois que c'est ce que nous tentons de faire à 4D.

Si j'ai souhaité adopter un point de vue différent de celui de l'intervenante précédente, c'est parce que je crois que *la réflexion doit absolument dépasser l'économique*, même si je suis moi-même économiste (j'ai travaillé sur les pays en développement). Il n'y a pas de solution de ce côté-là, et la réflexion ne peut pas se poursuivre de cet unique point de vue. Ce qui ne signifie pas que l'économie ne sert à rien (j'y reviendrai) ; en revanche, si nous recherchons des solutions à l'intérieur du domaine relativement étroit de l'économie, nous n'y parviendrons pas.

C'est la raison pour laquelle le terme *épanouissement* me plaît car il dépasse les questions économiques en jeu.

Je vous propose de reprendre deux ou trois points de ce rapport (que je ne prétends résumer en aucun cas), et de définir quelques modestes points de repères pour une réflexion ultérieure, sachant que ce ne sont que quelques pas d'un itinéraire dont l'étendue est encore immense.

Premier élément, très clair dans le rapport anglais : *ne prenons pas des blocages imposés par des circonstances extérieures pour une solution de ces problèmes.*

Tout le monde parle de croissance zéro, mais quand elle arrive, c'est une catastrophe. Nous recherchons une *évolution maîtrisée*. Le développement implique une maîtrise, on ne le dit pas suffisamment souvent ; ce qui n'équivaut pas à une stagnation.

La notion de développement est très combattue, dans certains cercles académiques et intellectuels, mais elle est plus nécessaire que jamais dans le monde actuel, qui recèle des éléments, des structures totalement inacceptables. Nous sommes obligés, dans ces conditions, de rechercher les paramètres d'un monde meilleur.

Dans cette perspective, les points de repère avancés sont peu satisfaisants, en particulier ceux généralement préconisés comme remèdes à la crise économique et financière. L'essentiel des diagnostics et propositions de sortie de crise renvoient toujours à la croissance économique et à son hypothétique relance. Cela me gêne beaucoup car la croissance est en grande partie responsable de nos problèmes et que nous ne pouvons pas combattre la difficulté dans laquelle nous sommes par le biais de sa cause.

Nous devons penser selon une autre logique.

A ce niveau, nous débouchons sur un point sur lequel insiste Jackson (le principal auteur du rapport) : *le théorème d'impossibilité de la croissance*. La croissance est indispensable, pour toutes les raisons imaginables (création d'emplois, d'opportunités d'investissements, d'échanges extérieurs, etc.). Cependant, pour des raisons écologiques et sociales désormais connues et analysées, ce mouvement est impossible à long terme. Nous sommes face à un phénomène à la fois indispensable et impossible. Paradoxe de taille, à partir duquel il faut raisonner.

Le rapport parle de *découplage* à opérer entre la croissance des ressources utilisées et le PIB qui mesure l'ensemble des biens et services produits. L'explication est pédagogiquement claire, en distinguant un *découplage relatif*, où la croissance des ressources utilisées est moins forte que celle des biens et des services (marque d'une efficacité supérieure) mais n'est pas suffisante à long terme car nous avons besoin d'une non croissance ou même d'une réduction du rythme d'utilisation des ressources naturelles, c'est-à-dire d'un *découplage absolu* (pour lequel on ne sait pas comment procéder).

Je voudrais également indiquer la référence nécessaire (peu fréquente, malgré son caractère d'évidence) à l'existence d'un *système mondial*. Nous ne pouvons pas raisonner sur les

phénomènes de croissance et d'expansion des économies locales, régionales et nationales, en faisant abstraction de ce système mondial, qui est appuyé à des fondements très impératifs.

Je pense en particulier à *la primauté de l'économie*, que je critiquais en commençant mon intervention, à son caractère très individualiste, à l'expansionnisme incessant et au productivisme (caractéristique fondamentale et difficilement dépassable de ce système). Sans oublier la place prédominante de la logique marchande, avec l'idée de la demande solvable, du profit et de la concurrence. Ces principes sont extrêmement impératifs, prégnants, contraignants.

Dans la vie quotidienne, nous ne nous rendons pas toujours compte de l'importance accordée à ces principes et de leur traduction dans l'économie courante.

Comment poursuivre la réflexion dans ce sens ?

J'esquisserai très rapidement deux ou trois orientations, sans bien sûr aboutir à des solutions.

1. Il me semble que *nous devons réfléchir bien davantage à ce que nous entendons par développement, à son contenu*. Voilà des décennies que nous raisonnons en termes d'accroissement des *quantités* disponibles de biens et de services. Dans cette logique, le *mieux* équivaut au *plus*. C'est une conception extrêmement réductrice et simpliste du bien-être et de l'épanouissement, qui se reflète dans le vocabulaire : à côté de la *croissance* et du *revenu* global moyen, il y a *l'enrichissement* de quelques-uns, qui est mesuré comme forme de développement.

Il y a aussi les préoccupations de justice sociale, de réduction des inégalités, d'accès aux droits fondamentaux, d'autonomie. Le système colonial s'est effondré non par insuffisance de la croissance, mais en lien avec des revendications d'autonomie.

Il y a aussi des questions de contenu de la consommation, d'attitude vis-à-vis du travail et du loisir, avec une dimension temporelle : une des dominantes de la logique marchande est de raisonner à court terme, avec des instruments calibrés en ce sens. Ce faisant, nous oublions les impératifs de longue échéance.

Or, les stratégies de développement sont susceptibles de varier selon l'horizon temporel impliqué. De même, l'homme peut dépasser ses préoccupations matérielles de tous les jours, vers « autre chose » en termes d'épanouissement humain, ce qui est très mal pris en compte par les économistes.

Par conséquent, *si nous réfléchissons davantage aux contenus possibles du développement, nous allons, par définition, dépasser l'économie*. Nous ne pouvons pas nous enfermer dans des concepts strictement économiques.

Le pas suivant consiste à reprendre la perspective du système mondial dominant et de ce qu'il nous impose. C'est ce que j'ai tenté de faire dans un livre au titre provocateur, *L'économie contre le développement ?* (éd. L'Harmattan), en proposant une critique de cette conception du système mondial. Cette critique n'est pas simplement économique, même si je n'ose employer le terme « philosophique » (un peu prétentieux) ; c'est une tentative d'anthropologie du développement économique à partir de ce que sont l'homme et la société. C'est un peu fou et présomptueux d'utiliser des termes aussi larges, mais je retrouve la même terminologie dans le rapport anglais.

Qu'est-ce que la condition humaine ? *Si nous ne raisonnons pas sur ce que nous voulons, sur ce que nous tenons pour important, nous ne parviendrons pas à élaborer une stratégie de développement*.

A ce niveau, nous raisonnons fréquemment en fonction de pôles opposés : l'individuel et le collectif ; le matériel contre le spirituel (ou l'immatériel) ; la domination ou le respect de la nature ; le respect de cultures particulières ou l'impérialisme culturel... ce sont de vrais choix relatifs à la conception que nous avons de l'homme, des groupes sociaux et de la société. Réfléchir à partir de cette grille au système économique tel qu'il fonctionne permet de découvrir qu'il est très pauvre et extraordinairement réducteur, très relatif dans le temps et dans l'espace. Il est né au cours des deux derniers siècles, et a connu une forte accélération dans les dernières décennies. Et nous prétendons l'imposer comme universel !

Parmi les conséquences de cette conception d'ensemble figure *la place que nous donnons à l'économie*.

Encore une fois, je le répète : je ne prétends pas que l'économie est sans importance et que nous pouvons éliminer ses raisonnements. Mais il est important de prendre conscience (même si c'est exprimé dans tous les colloques, sans que l'on n'en tire jamais les conséquences) que lorsque nous raisonnons économiquement, nous raisonnons sur des *moyens*. *L'économie n'a pas vocation à définir des choix de finalités*. Il me paraît donc très important de distinguer les choix économiques et les choix politiques, ou les choix éthiques individuels. Les critères ne sont pas les mêmes.

Or, nous fonctionnons actuellement dans le cadre d'une économie qui se prétend souveraine, maîtresse de l'ensemble des choix, en prétendant que le reste est sans importance. Le reste serait de la littérature... Je crois qu'il faut restaurer cette littérature.

Dernier point, et non le moindre.

Nous avons non seulement ramené la réflexion sur la condition humaine à ses aspects économiques, mais nous avons réduit ces aspects à leur seule dimension marchande. D'où un critère comme la *rentabilité*, qui sans être faux, ne peut être un critère absolu. La rentabilité n'est pas synonyme d'efficacité ; elle se situe dans un contexte marchand et si les hypothèses du marché sont fausses, la rentabilité n'a pas de sens.

Même chose avec la *concurrence*, la *solvabilité*, etc.

Le rapport anglais n'utilise pas le même vocabulaire (c'est une autre culture) et parle de *pré-conceptions*. Mais au fond, il s'agit toujours des fondements que nous ne remettons jamais en cause tant nous sommes noyés dans cette culture de l'économie marchande, productiviste, etc.

Si nous ne prenons pas de distance avec ces construits, nous pourrions « bricoler » pour résoudre ici et là quelques problèmes matériels, mais sans aboutir à un mode de développement satisfaisant.

Je soulignerai enfin le simplisme des commentaires actuels sur la crise, alors qu'il serait nécessaire de *redéfinir l'intérêt général* (notion fort ancienne, mais dont les conditions de possibilité ont changé radicalement). Le rapport actuel entre les intérêts particuliers, ceux des groupes, et l'intérêt général oblige à trouver d'autres modes de traduction et de mise en œuvre.

Ainsi, on identifie trop rapidement l'intérêt général et le rôle des pouvoirs publics. Le néolibéralisme serait en voie de régression, puisque l'État intervient de nouveau, ce qui ne veut rien dire : *l'enjeu n'est pas l'intervention des pouvoirs publics, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux, mais de savoir au service de qui ils interviennent, et quelle est la nature de leur intervention*.

Et quand on analyse ce « retour » de l'État, on aperçoit que, très souvent, c'est un retour au service du marché ; l'État est subordonné aux mécanismes du marché.

Pierre CALAME, président de la Fondation Charles Léopold Meyer pour le Progrès de l'Homme

On me demande souvent si je suis un chercheur. Certes, mais plutôt chercheur d'or : ce qui m'intéresse, c'est de trouver des pépites.

Je voudrais partager avec vous un double point de vue. D'abord celui d'explorateur : que faut-il faire, et comment ? Je m'intéresse avant tout aux solutions, car les diagnostics sont étalés comme de la confiture, sans véritable résultat. Ensuite, le point de vue de l'ingénieur en ingénierie institutionnelle.

Mon intervention est structurée en trois temps. D'abord en reprenant des observations, comme point d'accroche. Ensuite, en indiquant les démarches à suivre. Enfin en illustrant par un certain nombre de propositions.

Les observations liminaires

Commençons par le *préssumé dilemme entre la croissance et la sauvegarde de la planète*.

Il en est des dilemmes comme de la complexité : il y a une complexité objective et une autre, qui découle de l'angle erroné sous lequel on considère les problèmes.

En d'autres termes, quand on dit que, pour assurer la cohésion sociale, il faudrait développer l'emploi et que, pour préserver la planète, il faudrait économiser l'énergie et les matières

premières, en quoi y a-t-il contradiction ? Il n'y a pas de contradiction objective ; la contradiction est liée à nos outils, à notre manière de regarder. Concrètement, cela devient un dilemme car nous utilisons la même unité de compte, le même moyen de paiement, pour ce qu'il faut développer (le travail humain) et ce qu'il faut économiser (l'énergie et les matières premières). Les économistes n'ont pas compris que si on utilise une monnaie à une seule dimension, il est évident que l'on crée un dilemme. Or rien n'oblige à utiliser les mêmes unités de compte.

Deuxième observation : avec l'émergence de l'Inde, de la Chine et du Brésil, les tiers-mondistes ont été pris à revers. Comme le marxiste bon teint d'il y a cent ans, le tiers-mondiste bon teint d'il y a trente ans expliquait que le mode de développement capitaliste produirait forcément l'enrichissement des riches et l'appauvrissement croissant des pauvres et que la barrière technologique était de plus en plus grande. C'est raté : le marché a entraîné la diffusion rapide des technologies et savoir-faire, et la redistribution des capitaux ; ce que, concrètement, nos politiques de développement n'ont pas su faire. Ça ne nous plaît pas, ça nous énerve, mais c'est comme ça.

Troisième point. Michèle Debonneuil évoque le passage à une société d'utilisation. Pour y parvenir, il faut repenser les configurations d'acteurs en termes complètement nouveaux. Pour organiser les changements, il faut prêter une grande attention à ce que j'appelle les « agencements institutionnels ».

Par ailleurs, je reprends le titre : y a-t-il un infini dans un monde fini ? Oui, évidemment ! Mais cela ne peut pas être le cas avec des biens qui se divisent en se partageant. Il ne peut y avoir d'infini qu'avec des biens qui se multiplient en se partageant. Nous allons devoir réfléchir à la nature de ces biens.

#### Le programme de travail

Si j'adopte la posture de l'ingénieur, je pose trois questions de base : sommes-nous au clair avec le but poursuivi. Ensuite, savons-nous concevoir un système qui nous convienne ? Enfin (le plus difficile), savons-nous concevoir les transitions ? Dans bien des domaines, en effet, nous savons concevoir un monde idéal, mais sans pouvoir définir comment y aller...

#### Le but poursuivi

C'est à ce niveau qu'intervient le mot « *œconomie* ». J'ai choisi ce mot car, quand on ne sait pas où on va, il est prudent de se demander d'où on vient, d'où vient le concept d'économie, et pourquoi il a évolué comme il l'a fait. *Œconomia* est composé de deux mots grecs, *oikos* (le foyer, le bien commun – désormais la planète, ainsi que l'a dit Gorbatchev en 1988 à l'ONU) et *nomos* (la règle). *L'économie, de toute éternité, a renvoyé aux règles de gestion du foyer, ce qui se retrouve dans l'économie domestique. C'est seulement au XVIII<sup>e</sup> siècle que l'on a commencé à changer de point de vue.*

Puisqu'à l'évidence on ne sait pas créer du bonheur en préservant la planète, il faut revenir aux règles de gestion de la planète : quelles règles adopter, et pour quels objectifs ?

Donc, à rebours de l'idée selon laquelle l'économie a ses lois qui s'imposeraient aux gouvernants, rappelons, par le truchement de l'étymologie, que *l'œconomie n'est qu'une branche de la gouvernance, celle qui s'applique à l'organisation de la production, de l'échange et de la consommation*. Découverte extrêmement importante pour moi, car mon métier, c'était la gouvernance : j'ai passé vingt ans dans l'administration, et le fait de gérer la société m'intéresse. Avec cette nouvelle grille de lecture passionnante, si j'applique au domaine de la production et de l'échange ce que j'ai appris de la gouvernance, peut-être vais-je ouvrir des pistes nouvelles.

Quel but poursuit-on ? *L'œconomie, comme branche de la gouvernance, a pour objet de créer des acteurs et des agencements institutionnels, des processus et des règles visant à organiser la production, la répartition, l'utilisation de biens et de services en vue d'assurer à l'humanité tout le bien-être possible, en tirant le meilleur parti des capacités techniques et de la créativité humaine, dans un souci constant de préservation de la biosphère, de conservation des intérêts, droits et capacités d'initiative des générations futures et dans les conditions de responsabilité et d'équité suscitant l'adhésion de tous.*

Ce n'est rien d'autre que l'application à l'objet de la production et des échanges des principes fondamentaux de légitimité de la gouvernance. Il n'y a d'économie légitime que si ses règles sont légitimes, efficaces et fonction du bien commun et de l'équité.

Mon programme de travail se résume à ces dix lignes.

Ensuite, comment tout cela se traduit-il ? C'est ce que j'ai décrit dans les 600 pages de mon livre. J'illustrerai à l'aide de trois ou quatre idées.

#### L'idée de décalage

Elle est absolument fondatrice. Il y a une escroquerie majeure des sciences sociales quand elles prétendent rendre compte du monde tel qu'il est et qu'elles s'intéressent à la cohérence. On postule qu'une société est cohérente, à un moment donné. Foutaises ! Une société n'est pas cohérente, pour une raison élémentaire : toutes ses parties n'évoluent pas à la même vitesse. Les techniques et les produits évoluent rapidement, alors que les systèmes de pensée et les institutions évoluent lentement. Nous pensons le XXI<sup>e</sup> siècle avec un système conceptuel du XVIII<sup>e</sup> (celui de l'économie) et un système de gouvernance du XVII<sup>e</sup> siècle.

Ce qui implique que les mutations les plus urgentes ne sont pas à entreprendre dans le champ des technologies ou du politique, mais dans celui des systèmes de pensée et des institutions. Et quand certains systèmes datent du XXI<sup>e</sup> siècle alors que d'autres remontent au XVII<sup>e</sup>, le tout ne peut guère tenir ensemble, d'où un risque de désintégration.

#### Le processus de production

Il concerne à la fois les capitaux et les flux mobilisés. On ne réfléchit pas beaucoup aux capitaux. J'entends parler de « capital privé », de « capital public », mais je m'aperçois que tous les capitaux productifs sont mixtes : seule la combinaison des systèmes public et privé est efficace. Quand on parle de substitution du capital au travail, je ne comprends pas bien de quel capital il s'agit.

Fondamentalement, *il existe quatre catégories de capitaux* qui ont leur évolution propre :

- le *capital matériel*, public ou privé (machines, routes, stations de métro, etc.) ;
- le *capital naturel* ;
- le *capital humain*, c'est-à-dire la somme des compétences individuelles séparées ;
- le *capital immatériel*, dont on parle très peu. Prenez cent personnes, tout aussi intelligentes et formées les unes que les autres ; vous pouvez les retrouver un an après pauvres comme Job et affamées, si elles ne savent pas coopérer. Si vous analysez le fonctionnement d'un territoire, ou d'une entreprise, c'est l'art d'organiser les choses, de faire converger les compétences, de construire des modèles d'action, de s'attaquer ensemble aux problèmes qui constitue le capital immatériel. Le capital immatériel d'un territoire ou d'une entreprise, c'est de combiner (et non d'additionner) les savoir-faire et compétences des uns et des autres.

Pour faire fonctionner une société capable de reproduire ou d'accroître chaque catégorie de capitaux, il faut définir quels sont les capitaux les plus précieux. Sur ce plan, nous sommes dans un océan d'ignorance. *Notre société produit de l'ignorance sur l'essentiel, et pléthore d'information sur l'accessoire.* Ainsi, nous ne connaissons pas le capital naturel, pas plus que le capital immatériel.

Il conviendrait de se demander comment, dans l'acte productif, on combine ces quatre catégories de capitaux et de flux (l'information, le travail humain, les matières premières et l'énergie).

La manière dont nous gérons les biens et les services est-elle adaptée à leur nature profonde ?

C'est une question majeure de la gouvernance. Pour y répondre, il faut savoir comment qualifier les biens et les services. Généralement, au niveau des biens publics ou privés, on les qualifie en fonction de leur destination. Mais, par exemple, pourquoi fait-on la différence entre le service d'un coiffeur et la santé, alors même que les médecins ou infirmières sont engagés dans un service de personne à personne ? A cause de leur destination : la santé est considérée comme un bien public, et la taille des cheveux comme plus secondaire.

Cela ne me suffisait pas. J'ai trouvé une autre entrée, très féconde : *le test du partage*. Que se passe-t-il quand on veut diviser un bien ou un service en deux ? J'en ai déduit quatre catégories de bien :

- 1. *les biens qui se détruisent en se partageant*.  
Si vous essayez de diviser un bassin versant, dans l'écosystème, vous le cassez (cf la métaphore du bébé de Salomon). A ce niveau, marchandiser un péché mortel, la négation même du bien commun en question ;
- 2. *les biens en quantité finie qui se divisent en se partageant*.  
C'est le cas des sols fertiles, de l'eau, de l'énergie, etc., soit la majeure partie des ressources naturelles. Concrètement, ni le marché seul, ni le service public pur ne marchent car la nature de ces biens entraîne leur privatisation (leur « consommation exclusive », comme disent les économistes). D'autre part, leur quantité étant finie, la question de la justice est inévitable. Enfin, ces biens requièrent des techniques très coûteuses de mise à disposition (ex : gestion de l'eau, extraction de l'énergie). Cette catégorie appelle des types de gouvernance adaptés à l'exigence de justice et de technicité. Fondamentalement, ces biens relèvent plutôt du quota négociable, du rationnement ; en effet, le plus pauvre y a droit, et celui qui économise a le droit de vendre à celui qui n'économise pas. C'est pourquoi la taxe carbone est à mon avis une fausse bonne idée ; le système de rationnement raisonné des quotas négociables est beaucoup plus efficace, car on part des quantités disponibles en assumant la répartition équitable entre riches et pauvres ;
- 3. *les biens en quantité indéfinie qui se divisent en se partageant*, à l'instar du travail humain – dans ce domaine, je ne suis pas contre le marché ;
- 4. *les biens qui se multiplient en se partageant*. Dans ce cas, les intégrer au marché, c'est-à-dire rendre rare un bien abondant par nature est aussi un péché mortel.

Au niveau des première et quatrième catégories, le marché est un péché mortel et sur la deuxième catégorie, il n'est pas adapté. Ceci restreint le champ du marché, en fonction de la nature des biens et non à partir d'idéologie politique.

#### Le concept d'acteur pivot

A travers les siècles, la société a des *acteurs pivots*, des « puissants » qui réorganisent le système autour d'eux.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les acteurs pivots dans le champ de la production et de l'échange sont forcément matriciels : l'un est horizontal, l'autre vertical. Ainsi ont émergé *la très grande entreprise* (qui intervient dans les filières verticales) et *l'État* (qui gère les régulations horizontales). Nous fonctionnons comme si ces deux acteurs étaient conçus pour être encore là dans un siècle, selon les mêmes modalités. Cela me semble de la myopie pure : *ils ne sont plus adaptés ni l'un ni l'autre aux problèmes à résoudre*.

Il faut maintenant s'interroger sur la nature des acteurs pivots du XXI<sup>e</sup> siècle. J'en ai trouvé deux : *le territoire*, l'espace de vie, autour duquel nous pourrions gérer les crises de relations de notre temps, et *les filières*. Je fais le pari que, d'ici vingt ans, l'espace international sera restructuré autour du principe de filières durables. Ainsi, la négociation de la norme Iso 26 000 est un mouvement intéressant en émergence, qui se discute sous forme de taxe carbone aux frontières, d'indice de durabilité dans les supermarchés, etc.

#### La monnaie

Je suis très favorable à l'euro, à condition que ce ne soit pas la monnaie unique. Je l'ai évoquée comme faux dilemme : il faut évidemment une monnaie-énergie d'un côté et une monnaie-travail de l'autre. Sous prétexte d'organisation de l'Europe, il n'y a aucune raison de le faire avec une seule monnaie. Les monnaies régionales se développent, à l'instar du *Hureai kippu* au Japon pour le soin aux personnes âgées, qui concerne désormais des centaines de milliers de personnes.

Au sens anthropologique, *la monnaie est le signe d'une communauté*, sans laquelle il n'y a pas d'organisation des échanges au-delà du troc. *Il faut complètement repenser le système monétaire* et à ce niveau, la pensée est encore en retard sur la technique : avec le porte monnaie électronique, c'est d'une simplicité déconcertante.

Voilà quelques-unes des idées que je développe dans les 650 pages de mon livre.

Pierre RADANNE, président de l'association 4D

Jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, les pays industrialisés comptaient pour un milliard d'habitants. Aujourd'hui, trois milliards frappent à la porte ; ils ont acheté une petite voiture et veulent de l'essence, et klaxonnent. Trois autres attendent derrière, qui ne sont pas encore des sociétés marchandes. Et d'ici 2050, fin de la croissance démographique humaine, trois de plus vont naître.

*Au-delà des signes immédiats de la rareté des ressources et des atteintes à l'environnement, nous devons ainsi penser le système pour un monde dix fois plus peuplé que le cercle des pays industrialisés.* Rappeler cela donne la dimension du problème. Nos enfants et petits-enfants apprendront dans les livres d'histoire que la période d'expansion industrielle va de 1740 (invention de la machine à vapeur et espoir de sortie de la pauvreté vers une expansion quasiment infinie) à 1997 (« clap de fin » du protocole de Kyoto et distribution de tickets de rationnement sur les émissions de gaz à effet de serre).

Au-delà de ce qui a été dit précédemment, *je souhaiterais instaurer un débat en interrogeant la notion de décroissance* qui prend appui sur une sorte de parallélisme : celui de la décroissance de certaines ressources (pas toutes et pas au même rythme pour toutes) et, sur l'autre versant, une confrontation entre la capacité de la planète et la pression humaine.

Puisqu'il va y avoir moins de ressources et moins de pression sur l'environnement, on en déduit une décroissance, au départ des flux de matière et, ensuite, par une sorte de jeu en cascade, une décroissance économique, avec une difficulté de comptage mentionnée par Christian Comélieu et Pierre Calame, et le fait que tout cela n'est pas très rationnel.

Il est évident qu'on s'est très peu occupé de l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des ressources. Je fais souvent un test... en France, nous avons connu une croissance du PIB par habitant de 110% depuis 1973. Quelle a été la croissance de la consommation d'énergie finale depuis 1973 ? De 2%. Depuis un tiers de siècle, la société a doublé l'indicateur du PIB (avec les imperfections que nous lui connaissons), pour une consommation d'énergie déjà stabilisée. Le rendement énergétique de la société française n'est encore que de 35%. Nous vivons donc dans un système qui gaspille terriblement, car il n'a pas pensé la confrontation mentionnée plus haut.

L'autre point concerne bien sûr le recyclage et les énergies renouvelables, pour des solutions qui desserrent le système de contraintes.

Mais je ne pense pas que ces éléments suffisent à évacuer le débat sur la croissance, au-delà de ce qu'ont dit Christian Comélieu et Pierre Calame.

Dans le débat politique sur la décroissance, quelques points me préoccupent.

*D'abord, franchir la Méditerranée et parler de décroissance est assez difficile.*

D'autre part, la question de la croissance est d'autant plus forte qu'elle a été associée aux bénéfices de la société de consommation. Ne risque-t-on pas, avec la décroissance, d'essuyer un refus d'écoute de la part de populations frappées par les conséquences de la crise économique et financière actuelle ? A cette aune, *le concept de décroissance est aujourd'hui peu audible ; il décrit le monde qui meurt, mais non celui qui naît.*

Au-delà de la mondialisation, la question posée aujourd'hui est celle de la gestion collective de la planète, en jeu à Copenhague en décembre dernier. Le fait que la conférence se soit mal déroulée est tout à fait normal : le débat va durer dix à vingt ans, et refondre totalement le système politique.

Un aparté sur une très saine lecture : le livre d'Umberto Eco, Le nom de la Rose, belle allégorie sur la fin du Moyen Âge. De la même façon, nous sommes en train de changer de civilisation, en subissant une grosse déprime, qui débouche très fortement sur la violence.

On parvient à passer d'une civilisation à une autre une fois que le système ultérieur est conceptualisé. Dans Le nom de la Rose, les moines voient s'effondrer leur monde. Bien évidemment, ils ont pensé dans leur monde ce qu'est l'échec de leur civilisation. Après la chute de Rome, pour calmer les pillards violents, la vision d'un dieu interventionniste dans les affaires terrestres était nécessaire. Donc, si le monde de ces moines s'effondre, c'est le triomphe de Satan sur terre (mais bien sûr, ensuite, la société a connu la Renaissance). Chaque civilisation se trompe intégralement sur la nature de la civilisation de la période suivante. Elle ne peut pas la penser car elle est et reste dans son système.

On peut considérer de même cet horizon indépassable posé par la société actuelle. Christian Comélieu et Pierre Calame l'ont dit : la source de satisfaction qui nourrit la société de consommation est l'horizon indépassable pour obtenir la stabilité de la société et la satisfaction des gens. Bien évidemment, nos enfants parviendront à sortir de cette impasse.

Je l'illustrerai de la façon suivante. *Si nous sommes confrontés à une nouvelle finitude quant aux ressources et à la relation à l'environnement, il faut la penser de façon empathique.* Dans le monde à venir, l'humanité va être mariée avec la planète (il n'y en a pas d'autre à disposition), probablement pour plusieurs siècles et plusieurs millénaires. La nouvelle vision du monde où l'humanité va devoir fonctionner, c'est l'organisation de la stabilité de la société humaine et de la justice en son sein, sur un stock fini de ressources et en entretenant l'environnement. *C'est la manière dont nous allons bichonner cette planète qui fera la stabilité de la société humaine ; voilà le cœur du sujet.*

Nous ne sommes plus dans l'ancien système, qui se figurait comme un monde en expansion dans lequel le pauvre d'aujourd'hui serait le riche de demain, dans un cadre qui allait s'élargissant. Honnêtement, il faut bien constater que le système actuel a multiplié les inégalités et qu'il n'a pas organisé de processus collectif d'accession à de meilleures conditions de vie : à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, seul un cinquième de l'humanité y avait accès.

*Derrière le débat sur la croissance et la décroissance se profile le retour des philosophies fondamentales : quelle est la source de satisfaction dans nos vies ? Quel est notre rapport aux autres et à la société ? La société de consommation, en nourrissant l'individualisme, a évacué ces questions philosophiques de relation à l'autre.*

Je crois profondément qu'il y a un infini dans ce monde fini. Non comme une fatalité ou comme quelque chose de donné, mais comme à chaque changement de civilisation : nous devons penser activement le monde d'après. *Quel est le champ d'expansion de l'humanité si elle est confrontée à la finitude des ressources et de sa capacité à transformer l'environnement ?*

Les modes de vie émergents aujourd'hui mettent en exergue ce que recherchent les gens : la densité en expérience dans le temps vécu. La société de consommation n'est pas seule à pouvoir répondre à cette attente.

*Après la société d'expansion industrielle viendra la société relationnelle* (si nous sommes suffisamment intelligents pour cela). Comme l'a dit une écrivaine, « le goût des autres » est un infini. *L'infini qui est devant nous, c'est la communication, le beau, l'accès à l'autre.* Cette remarque n'est pas que théorique. En effet, regardez vos modes de vie et de fonctionnement : à travers le téléphone portable et Internet, vous avez accès à davantage de personnes que toutes les générations qui vous ont précédés. Il faut repenser profondément la manière de poser le débat sur la société : nous bifurquons vers une société plus légère, qui consomme moins de matière et d'énergie, dans une autre voie de progression, un autre champ d'expansion : la relation à l'autre et la communication, la société relationnelle.

Je ne parle pas de « société de communication », qui reste dans le champ de l'outil. Je préfère en parler en termes de résultat.

Question finale : *existe-t-il des changements de civilisation qui se soient bien passés ?* Le changement de civilisation d'aujourd'hui entre-t-il dans la catégorie des précédents ?

Les historiens sont très utiles. Ils observent que les changements de civilisation entraînent des conflits tant qu'on n'a pas trouvé de « plan B », tant que n'a pas été exprimé, de façon intelligible et partagée, la cohérence de la nouvelle promesse pour la société et l'ensemble de ses membres. La question de la personne est ici totalement centrale. Pour chacun d'entre nous, le problème n'est pas de respecter la société comme « grand Tout », mais de parvenir à définir, chacun, notre source de satisfaction. Sommes-nous capables de dépasser la société de consommation vers d'autres sources de satisfaction ?

A ce propos, d'après les historiens, un seul changement de civilisation s'est (à peu près) bien passé, alors que les autres ont connu deux à quatre siècles de conflit. Quatre siècles de pillards violeurs au moment de la chute de Rome ; deux siècles de guerres de religion entre États, mais aussi de conflits sociaux et familiaux, à la sortie du Moyen Age. *Cela s'est passé à peu près correctement à une seule occasion, dans le si bien nommé siècle des Lumières*, lorsque Montesquieu et quelques autres inventent la figure du *citoyen* moderne avant le conflit. Lors des manifestations de la Bastille, les gens ont déjà l'image du citoyen dans la tête. Malgré les guerres napoléoniennes et l'épisode de la guillotine (en France), le basculement de civilisation (mœurs et système politique) s'est opéré en une génération.

De ce point de vue, aujourd'hui, nous sommes en retard. En effet, nous sommes engagés dans la crise avant d'avoir élaboré les valeurs du monde d'après. Le débat est nécessaire quant à la construction d'une société relationnelle, et nous en avons les outils.

Cela va signifier la reconfiguration de notre manière de vivre et de penser. C'est une perspective enthousiasmante, et il faut aimer ce XX<sup>e</sup> siècle, même s'il semble en rupture avec le précédent, car il augure d'un nouveau chemin pour l'humanité. Je vous souhaite bien du plaisir.

## DEBAT

Henri Prévost

On ne peut qu'être d'accord avec Pierre Radanne : tout le monde reconnaît qu'il faut améliorer les relations et que leur qualité est infinie. Mais Pierre s'est contredit entre le début et la fin de son exposé. Le monde compte un milliard de personnes dans le monde développé ; trois milliards sont émergents ; trois milliards vont émerger et trois milliards supplémentaires vont naître d'ici 2050. Ensuite, il a parlé de « nous » et de « l'humanité ».

Or, la situation des trois premiers groupes est tellement radicalement différente que tous les discours en termes de globalité ou de moyenne sont inadéquats. Plus j'y pense, plus je suis exaspéré par les chiffres d'ensemble, qui ne veulent rien dire. Ainsi, pour la France, passer de six tonnes de CO<sup>2</sup> par personne et par an à deux tonnes peut se faire sans changement de civilisation, avec les moyens techniques actuels, et sans impliquer de « changement de relations ». La situation est différente pour les Américains : pour passer de vingt à deux, ils devront changer ; c'est leur problème, pas le nôtre.

En revanche, le Vietnamiens, qui émet en moyenne 1,5 tonne de CO<sup>2</sup> par an, n'a pas, en principe, à changer de civilisation, puisqu'il est en dessous de la barre visée. Mais c'est un discours que nous ne pouvons pas leur tenir. J'ai travaillé au Vietnam, et ils vont passer à dix tonnes d'ici 2050 (le niveau des Allemands actuellement) et ils ne pourront pas passer en dessous de quatre ou cinq tonnes. C'est le cas de nombreux pays de ce type.

Quand, dans les campagnes, des femmes portent sur leur dos des hottes de quarante kilos, et que la seule force motrice non humaine est le zébu, il faut le prendre en compte. Les limites fixées (deux tonnes, par exemple) ne sont que conceptuelles et ne pourront qu'être dépassées. Il faut partir des besoins des gens et aller sur le terrain, en se gardant des modèles macroéconomiques et des raisonnements en chambre ou en salon.

Il y a en tout cas une chose infinie : le progrès des techniques, et c'est très important. Le pétrole n'existait pas comme ressource tant qu'on ne savait pas l'utiliser. Le pétrole s'épuise, mais nous saurons utiliser autre chose, car la capacité de ressources de la planète n'est pas connue. Je pense par exemple au nucléaire.

Michel Rousselot

Je reviens à la question initiale : croissance ou décroissance, ou recherche de bien-être sans recours aux indicateurs quantitatifs habituels. La variable clé la plus angoissante est évidemment l'évolution de l'emploi, dans les prochaines décennies. Les conséquences du chômage actuel sont déjà terribles pour la société. Les projections, pour nos pays, montrent des tendances plus dramatiques encore, en lien avec les contraintes de la mondialisation et de la limitation des ressources naturelles.

Où sont les issues ? Dans les exposés d'aujourd'hui et dans le rapport anglais, elles consisteraient dans des emplois du temps qui ne seraient pas limités au travail ou au non travail, comme c'est le cas aujourd'hui, et dans le développement du relationnel. Il faut aussi imaginer un temps de travail très réduit. On voit alors se dessiner différentes pistes, dont la mise en cohérence reste à faire. En

tout état de cause, si nous n'avons pas de réponse sur le plan de l'emploi, nous allons vers une incompréhension majeure.

Pierre Radanne

Vos questions renvoient à deux points fondamentaux.

La question de l'imaginaire du développement et de la satisfaction de sa propre vie est bien sûr à développer dans les pays industrialisés et se pose dans les mêmes termes dans les pays du Sud. J'interviens beaucoup en Afrique, pour approcher ces situations du Sud.

Quand Artus-Bertrand a sorti *Home* en juin dernier, j'ai animé un débat après la projection du film à Kinshasa, ce qui ne correspond pas tout à fait à la population des arrondissements intérieurs de Paris. A peine le projecteur éteint, un étudiant a fait remarquer : « *Dans notre pays, nous devrions être riches, mais nous sommes pauvres. Nous n'avons pas résolu la question de la violence dans notre société. A la télévision, nous voyons les films d'Hollywood et nous rêvons du mode de vie des pays industrialisés. Toute la planète voit le mode de vie des pays industrialisés et c'est une des violences les plus fortes qui lui est faite. Et vous venez nous dire, avec un film, que cette vision du futur est ratée, que nous n'y aurons pas droit. Maintenant, où allons-nous ?* »

Le débat porte sur la construction d'un imaginaire partagé, d'une convergence du développement dans les nouvelles limites du monde, faute de quoi nous allons au conflit.

Je travaille sur la question du bâtiment en Afrique. Compte tenu des ressources en soleil (énergie renouvelable par excellence) et de l'absence de besoins de chauffage, et moyennant une bonne qualité de construction, nous sommes en mesure d'assurer à chaque enfant africain une vie sédentaire satisfaisante, mais cela correspond à un imaginaire qui n'est pas construit.

La difficulté de Copenhague est bien celle-là. On n'obtiendra pas de la population du monde une division par deux des GES (par quatre au niveau de nos pays développés) si les pays en développement n'ont pas l'imaginaire d'un chemin de réussite. Le moins qu'on puisse dire est que ce travail imaginaire n'est pas fait, mais qu'il est décisif si nous voulons vivre en paix.

Sur la question de l'emploi, on y voit plus clair. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, le processus d'industrialisation a consisté à remplacer de l'emploi par du capital, de la technologie et de l'énergie. L'emploi supprimé correspondait à du travail pénible, et des conditions de vie difficiles.

Actuellement, nous sommes en tension quant aux ressources et à l'environnement. Nous allons résoudre le problème en recherchant de la technologie et beaucoup d'investissement ; et nous allons recréer de l'emploi, car nous serons très soucieux des ressources et devons développer des savoir-faire en ce sens. Ainsi, nous devons reprendre le parc bâti français pour en assurer l'isolation thermique, et développer des fonctions de surveillance et de contrôle pour optimiser l'utilisation des ressources.

Ça ne répond pas complètement à la question de Michel Rousselot, mais il n'y a pas réellement d'antagonisme entre un usage plus précautionneux des ressources et la création d'emplois. La relation est en fait inverse, en termes de potentiel d'emplois. Rappelons quelques chiffres : en 2008, la France a acheté pour 47 milliards d'euros de pétrole, de gaz, d'uranium et de charbon, soit l'équivalent de la rémunération d'un million de salariés. Si une bonne partie de cet argent avait servi à isoler les logements et développer les énergies renouvelables ou les transports collectifs, cela aurait généré de l'emploi.

Le système traditionnel était structurellement défavorable à l'emploi, mais la croissance économique compensait les emplois détruits en augmentant les volumes produits par le système. Aujourd'hui, nous devons optimiser notre relation à la planète et à ses ressources, donc réinvestir différentes formes de travail pour ce faire.

Là où Michel a tout à fait raison, c'est que l'adhésion des gens va être totalement décisive dans cette démarche.

Pierre Calame

Pour conduire une transformation de cette ampleur, comme le faisait observer Pierre Radanne, le système ultérieur doit être conceptualisé ; il faut avoir une vision de la direction, et une stratégie de changement (ce que j'ai essayé de décrire sous le vocable d'œconomie).

Quant au débat sur la décroissance, je ne le comprends jamais très bien. De quelle décroissance parle-t-on ? Évidemment celle de l'énergie et des matières premières, pas celle du travail. Et, pour découpler, il ne faut pas avoir la même monnaie : c'est l'outil qui pose problème. Quand vous achetez un bien, vous ne connaissez pas le contenu travail et le contenu énergie.

Pierre Radanne disait que nous avons progressé en termes d'économie d'énergie en France, mais ce n'est pas vrai. Les travaux du Wuppertal Institute sont accablants à ce propos : à mesure que notre efficacité apparente augmente, nous créons un isolat de riches en repoussant la production de tous les biens coûteux en matière première et en énergie à l'étranger.

Si vous ne savez pas ce que vous achetez, comment avoir un comportement responsable ? Il faut prendre conscience à quel point nos outils sont inadaptés. Je trouve personnellement que nous parlons trop de finalités et pas suffisamment d'outils.

Sur les valeurs – Quelle sera l'éthique du XXI<sup>e</sup> siècle ? Sur quelles valeurs communes pouvons-nous nous mettre d'accord ? Après dix ans de travail interculturel et interreligieux, la réponse me semble être : sur la valeur de responsabilité, qui est la contrepartie immédiate de l'interdépendance. Nous devons bâtir une vision collective de la planète.

En juin, nous organisons au Brésil, avec le gouvernement Lula, la première conférence internationale des jeunes de 11 à 15 ans, avec soixante délégations nationales, sur le thème « Prendre soin de notre planète », pour élaborer la charte des responsabilités de la génération à venir. Si nous voulons qualifier historiquement notre société, c'est le terme « irresponsabilité généralisée » qui prévaut, et l'illusion lyrique qu'on peut bâtir une société sur les droits (je ne suis pas politiquement correct). On ne peut construire que sur un équilibre entre droit et responsabilité.

Je travaille beaucoup avec la Chine. La FPH a publié voilà dix ans un livre sur l'écologie industrielle ; peu de choses ont été faites sur ce plan en Europe, sinon quelques expériences de *cluster* façon Kalundborg. En revanche, les Chinois en ont fait un des principes majeurs de leur stratégie de conversion vers l'économie circulaire. L'image d'une Chine irresponsable n'est pas exacte : les dirigeants chinois sont assis sur un volcan, en ont conscience et posent des actes nettement plus vigoureux que ceux de nos démocraties.

Bernard Léon

Vous avez parlé de vision, mais de vision pour qui ? J'aimerais qu'on questionne la notion d'universalité. En effet, autrefois, le monde était régional, et les problèmes s'autorégulaient sans déverser sur l'ensemble de la planète la totalité de leurs méfaits. Aujourd'hui, nous sommes mondialisés, dans le négatif, mais nous sommes aussi devant plusieurs civilisations, des États différents, des modes de vie divers. Ceci ne questionne-t-il pas l'universalisme de nos propres concepts ?

Pierre Calame

Il ne faut pas confondre universalité et impérialisme culturel. Le monde est inévitablement constitué par cette double facette d'unité et de diversité.

Quand on me demande de résumer en deux phrases l'art de la gouvernance, je réponds : 1. c'est de reconnaître que le rapport unité / diversité est un jeu à somme positive. Il s'agirait juste d'arbitrer entre le chaos et l'autonomie, d'un côté, ou la cohésion et le totalitarisme. Il y a « art » de la gouvernance car nous savons inventer des systèmes où on produit à la fois de l'unité et de la diversité.

Par exemple, quand nous expliquons aux Chinois qu'il faut adopter notre dimension des droits sans la responsabilité, et notre démocratie parlementaire héritée du XVIII<sup>e</sup> siècle pour l'appliquer au XXI<sup>e</sup>, ils ont beau jeu de nous rétorquer que nos démocraties sont aculées au court terme et que plus personne ne croit aux politiques. Notre modèle n'est pas si extraordinaire.

Si nous sortons de l'universalisme de nos modèles, nous nous mettons à construire avec les uns et les autres les éléments nécessaires à la conception d'une communauté mondiale. J'illustre cela avec la charte de la responsabilité humaine que nous avons élaborée avec des Chinois, des Indiens, des Africains, des Sud-Américains ; c'est possible et ça peut se décliner pour les différents milieux socioprofessionnels et les différentes régions du monde.

Seconde illustration : le dialogue avec la Chine. Comment construire de l'universalité entre deux mondes aussi différents que l'Europe et la Chine ? Depuis 2005, nous avons monté un dialogue global entre sociétés chinoise et européenne et nous nous apercevons que nous savons identifier

des défis communs pour notre horizon commun. L'universalité se construit avec les autres et elle existe, dans un rapport dialectique avec la diversité et non comme un concept à prendre ou à laisser, inventé au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe.

Christian Comeliau

Je suis particulièrement sensible à cette question. Il me semble que sur ce point, nous avons une réflexion et des comportements assez confus. En effet, à cause de la globalisation, nous vivons une période où il est indispensable, sur certains problèmes (pas sur tous), d'avoir des points de vue universels ou universalisables. Par ailleurs, les particularités culturelles restent une valeur extraordinairement importante qu'il faut sauvegarder.

Vouloir faire de l'universalisme au bulldozer n'a pas de sens. Je rattache cela à ce qu'ont dit Pierre Radane sur l'imaginaire du développement, et la personne qui parlait de « partir des besoins concrets des gens ». Je suis d'accord, si ce n'est que l'imaginaire du développement a été majoritairement construit par l'Occident. C'est pourquoi il est très important d'avoir de la distance vis-à-vis de ces processus.